

Gérard Noiriel : Défendons autrement la culture pour tous !

samedi 8 janvier 2011, par [Claude Poissenot](#)

Texte de Gérard Noiriel paru dans [le Monde \[http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/01/05/defendons-autrement-la-culture-pour-tous_1461298_3232.html\]](http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/01/05/defendons-autrement-la-culture-pour-tous_1461298_3232.html) du 6 janvier 2011 :

Défendons autrement la culture pour tous !

Ces derniers mois, l'actualité culturelle a été dominée par les polémiques concernant les deux grands chantiers ouverts par Frédéric Mitterrand : la "culture pour chacun" et la Maison de l'histoire de France. Bien que ces projets aient suscité nombre de critiques, on n'a pas assez souligné qu'ils illustraient le même tournant de la politique culturelle.

Pour comprendre les enjeux, il convient de rappeler que, depuis les années 1950, l'intervention massive de l'Etat dans le domaine de la culture a été justifiée au nom de deux grandes exigences démocratiques. D'une part, il fallait donner aux créateurs les moyens de travailler "librement", à l'abri des interventions directes du pouvoir politique et des exigences du marché capitaliste (la loi de l'offre et de la demande).

D'autre part, l'Etat devait remplir sa "mission de service public" en luttant contre les inégalités culturelles. Si la première de ces deux exigences démocratiques (l'autonomie du milieu artistique) a été globalement satisfaite, il n'en va pas de même pour la seconde. Toutes les enquêtes montrent, en effet, que le fossé entre les pratiques culturelles des classes populaires et celles des classes supérieures n'a pas été résorbé, bien au contraire.

Parmi les raisons qui expliquent cet échec, on ne peut plus ignorer celle qui découle de l'action publique elle-même. Tout se passe comme si les deux objectifs démocratiques que les pionniers de la politique culturelle croyaient pouvoir concilier étaient entrés en conflit.

L'institutionnalisation de la culture a eu, dans le monde des arts, des effets comparables à ceux qui ont affecté les sciences depuis le XIXe siècle : le soutien de l'Etat a permis l'émergence d'une élite professionnelle s'adressant en priorité à un public de connaisseurs. Ce processus a entravé

les initiatives prises dans le même temps par les pouvoirs publics pour réduire les inégalités culturelles. Les deux exigences démocratiques mentionnées plus haut ont progressivement été prises en charge par des milieux différents. D'un côté, les professionnels de la création artistique, qui défendent leurs compétences et leurs normes d'excellence sans s'interroger (sauf exception) sur les finalités civiques de leur travail. D'un autre, le monde associatif, lié aux classes populaires, qui propose des activités socioculturelles dévalorisées par les porteurs de la culture légitime. Un véritable clivage, source de mécontentement, voire de ressentiment, s'est ainsi développé au sein de la culture publique, très perceptible quand on travaille "sur le terrain".

La "culture pour chacun" est bien plus qu'un nouveau slogan. C'est la réponse que propose aujourd'hui le ministère de la culture pour tenter de résoudre cette crise. Au lieu de chercher à concilier les deux principes de la démocratie culturelle, il s'agit désormais de les mobiliser l'un contre l'autre. Le document ministériel qui fixe les grandes lignes de cette stratégie affirme explicitement que, si les inégalités n'ont pas reculé, la faute en incombe aux "élites". Sous prétexte d'une "culture pour tous", ces dernières auraient cherché à imposer leurs propres normes, contribuant ainsi à une "intimidation sociale" qui éloignerait le peuple de la culture légitime. La "culture pour chacun" a officiellement pour but de réhabiliter les cultures populaires méprisées par les "élites". Cet intérêt soudain des hauts fonctionnaires de la Rue de Valois pour la culture du peuple s'explique avant tout par la nécessité de justifier la réduction drastique des financements publics. Mais il s'agit aussi de mettre en oeuvre, dans le domaine culturel, la politique identitaire de Nicolas Sarkozy. Prôner une "culture pour chacun", c'est encourager l'enfermement des groupes et des communautés dans "leur" culture originaire. La Maison de l'histoire de France, dont la vocation civique est de flatter le "nous" français, apparaît ainsi comme la concrétisation d'une démarche globale. La promotion de "l'identité nationale" pouvant parfaitement se conjuguer avec la défense des "minorités". Sous prétexte de protéger le peuple contre la domination des "élites", cette nouvelle politique culturelle ne peut que priver les plus démunis des ressources leur permettant d'échapper à leur milieu d'origine, en leur interdisant les formes de mobilité sociale dont certains d'entre nous ont bénéficié autrefois, grâce aux militants de la "culture pour tous". Malgré les flèches décochées contre les "élites", les privilégiés de la culture - notamment ceux qui s'insurgent dès qu'ils entendent le mot "pédagogie" - n'ont rien à craindre. Défendre la "culture de chacun" revient en effet à justifier le statu quo. La véritable cible du ministère, ce sont les chercheurs et les artistes qui combattent ce cloisonnement en s'efforçant de

transmettre leur savoir et leur art aux autres citoyens. L'accusation d'élitisme les vise au premier chef, comme en témoignent les propos récents de Frédéric Mitterrand suspectant les historiens qui ont rejeté sa Maison de l'histoire de France d'encourager le "repli sur l'entre-soi des spécialistes". En réalité, c'est justement parce qu'ils refusent un tel repli que ces historiens s'engagent aujourd'hui publiquement contre un projet qui priverait le grand public des acquis les plus récents de la recherche historique.

Alors que, en 1936 et en 1981, la culture avait été l'une des grandes priorités de la gauche, force est de constater que ce n'est plus le cas aujourd'hui. La gauche semble paralysée par les exigences contradictoires qui opposent ceux qui réclament plus de moyens pour continuer à cultiver librement leur excellence et ceux qui combattent les inégalités et les discriminations. La dénonciation rituelle du "populisme" ne peut faire office de politique culturelle.

Si l'on ne veut pas laisser la droite occuper le terrain de la démocratisation de la culture, il est urgent d'impulser une réflexion collective maintenant à distance les intérêts corporatistes, mais s'appuyant sur les expériences développées par celles et ceux qui n'ont pas renoncé à faire vivre l'idéal d'une "culture pour tous", tout en l'adaptant aux réalités de notre temps.

Dernier ouvrage paru : "Dire la vérité au pouvoir. Les intellectuels en question" (Agone, 2010).

Gérard Noiriel, historien, directeur d'études à l'EHESS